

Ethique et société de l'information

par Albert LONGCHAMP

Traquer la vérité, défendre sa liberté, revendiquer le sens de sa responsabilité sociale : l'éthique du journaliste pourrait se résumer en trois phrases. C'est peu, mais l'essentiel de l'édifice repose sur ces bases. Or la déontologie est bien malmenée par les nouvelles lois de l'information : l'argent et la rapidité. A quoi s'ajoute l'insécurité des flux de données livrées sur Internet.

Jusqu'en 1999, la Déclaration des devoirs et des droits des journalistes, document fondamental de l'éthique des journalistes suisses, tenait sur une page recto verso de format A4. Cette formule succincte n'était pas très différente des documents approuvés par la plupart des professionnels de la presse dans les pays occidentaux. Le 21 décembre 1999, le tout nouveau Conseil suisse de la presse se donnait pour première tâche d'édicter une Déclaration plus étoffée, mieux adaptée à la complexité des réalités actuelles de la communication et de l'information. Le 18 février 2000, la même instance adoptait une série de directives susceptibles d'étoffer le code déontologique de base des journalistes suisses.

Reste que l'ensemble de ces dispositions ne modifie en rien le socle sur lequel repose l'éthique des médias : la mission du journaliste, lit-on dans la Déclaration, est de «rechercher la vérité, en raison du droit du public de la connaître et quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même». De ce devoir essentiel découle la nécessité de «défendre la liberté de l'information et les droits qu'elle implique», ainsi que «la liberté du commentaire et de la critique, l'indépendance et la dignité de la profession».

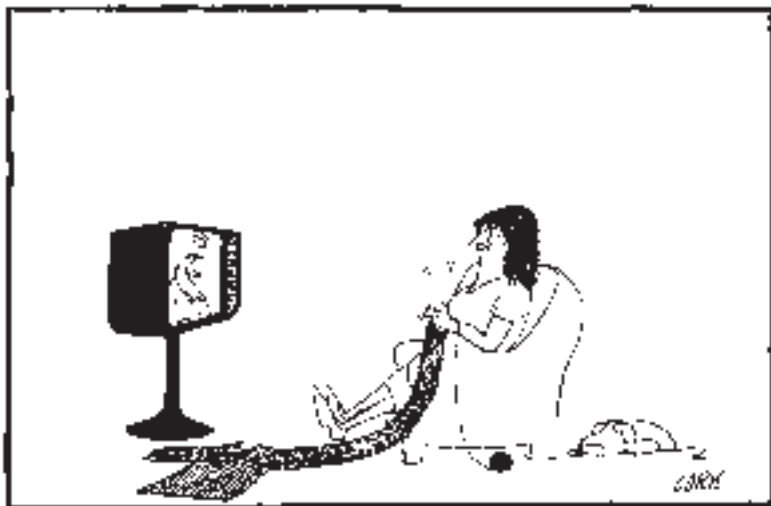
C'est ici que les choses se corsent. Entre les faits, le commentaire et la critique, la frontière n'est pas toujours aisée à tracer. L'indépendance de la profession est sérieusement écornée tant par le système économique que par les réseaux politiques, dans une histoire en constante mutation. La dignité de la profession est régulièrement violée. La définition même du métier de journaliste est remise en question.

Qui était «journaliste» - par conséquent soumis à la déontologie professionnelle - parmi les concepteurs et réalisateurs de *Loft Story*, sulfureuse émission de la chaîne M6 qui a défrayé la chronique durant tout le printemps de cette année 2001 ? Personne ? Mais il y avait bien, dans l'enjeu de l'émission, une information, une «vérité», une communication avec le public, un «droit de savoir», donc une tâche journalistique par excellence. Du commentaire et de la critique, il en coula à flots. Quant à la dignité de la profession, autant dire qu'elle a été traitée comme de la crotte. Tous les ingrédients d'un débat éthique étaient posés. Ils ont été purement et simplement écartés. Gains du marché obligeant. La loi, c'est l'argent. L'éthique, c'est du luxe.

Voilà où nous en sommes. Nul ne sait encore où nous allons. Nous constatons simplement, de manière récurrente, la dérive de l'appareil médiatique. *Loft Story*, estime un correspondant du journal *Le Monde*, est une «machine totalitaire soft». Elle ne tue pas, mais hypnotise. Elle est l'exemple, estime ce lecteur, «d'un dispositif capable de produire un assujettissement partiel de tous par celui, total, de quelques-uns». Et de conclure : «Si cette émission fascine les jeunes, c'est parce qu'ils y voient obscurément le monde dont rêvent les adultes pour eux, un monde finalement désirable, où l'on serait débarrassé du trouble de penser, où il n'y aurait plus qu'à éprouver, ressentir, s'exhiber, jouir d'être soi sans avoir à se construire et à bâtir ensemble un monde vivable.»¹

Des accros de l'émotion

Désormais, l'information repose moins sur la crédibilité du professionnel que sur sa capacité à capter l'opinion, à créer non point une conviction dans son public, mais de la fascination ; il ne s'agit pas de faciliter la réflexion, mais de susciter de l'émotion. Le destinataire des médias, surtout le téléspectateur, est le sujet d'un dispositif subtil visant à le rendre non pas intéressé par l'information, mais accro d'une chaîne, d'un présentateur, d'un mode de présentation et de l'espace-temps créé par le producteur de l'information. CNN est passée maître (ou maîtresse !) en la matière en



inventant et en pratiquant à haute dose l'information continue, appelée aussi *information de flux*, dont il ne faut pas minimiser l'impact.

Dans une grille traditionnelle, l'information occupe une place très privilégiée, par exemple le fameux *prime time* de 19h30 ou 20h. Cette place prestigieuse est aussi limitée. A 20h50, on passe du dernier attentat en Israël à un film de Louis de Funès. Sans autre transition que la plage publicitaire. Le flux est une fabrication de l'information à l'intérieur même de l'événement.

Alors que le journalisme est bâti sur la prise de distance et la mise en perspective, la chaîne d'Atlanta propose de supprimer la distance, de transporter toute sa technologie sur place, là où se déroulent un fait et ses conséquences. L'émission sera présentée en direct. «Au moment où je vous parle...», annoncera, sur un ton triomphant, le reporter ou le narrateur de service sur le plateau. La vérité est devenue une valeur secondaire, c'est la rapidité qui prime.

Du coup, la logique veut que le téléspectateur attende la suite. S'il s'agit d'une guerre (CNN s'est illustrée dans celle du Golfe), la chaîne enchaîne littéralement l'attention du téléspectateur. Le détourne-

ment d'un avion va donner lieu, *en temps réel*, à tous les rebondissements qu'un tel événement peut produire. On montrera aussi, sans retenue, un enfant qui meurt dans les bras de son père lors d'un affrontement entre l'armée israélienne et la population palestinienne. Au milieu de ce contexte mouvant, à l'issue incertaine, la télévision (ou la radio) enregistre à telle heure la déclaration d'un gradé israélien qui dénie toute responsabilité dans cette action ; quelques minutes plus tard, une accusation formelle de l'Autorité palestinienne met en cause l'Etat israélien ; déclaration suivie aussitôt par un sec démenti de Tel-Aviv... La guerre des communiqués accompagne désormais la guerre des canons.

Vous croyez être bien informés, vous n'êtes qu'en état de dépendance à l'égard d'un événement sur lequel ni vous ni le présentateur n'avez de prise. Vous êtes le jouet de l'instant. Aux antipodes de la prudence voulue par la déontologie professionnelle. Du coup, le plus minable des événements peut devenir une affaire d'Etat. Voir les frasques de Bill Clinton, lorsqu'il était président des Etats-Unis en exercice, avec l'une des petites secrétaires de la Maison-Blanche. L'homme le plus puissant du monde faillit y perdre son fauteuil.

Quelle liberté ?

L'information «dérégularisée», déconnectée de son environnement éthique, devient une scène de théâtre, comique ou morbide, tour à tour tragique ou d'une banale vulgarité. La valeur des faits s'affaiblit lorsque le sens des valeurs, que devrait défendre le journaliste, s'affaiblit, ou lorsque sa liberté est ouvertement méprisée, voire réprimée.

Au demeurant, revendiquer la liberté, pour le journaliste du XXI^e siècle, n'est pas

une formule creuse. Sur ce chapitre, les avancées évidentes côtoient les échecs patents. Côté progrès, en Afrique du Sud, par exemple, la fin de l'apartheid et des élections démocratiques ont abouti en 1994 à l'abolition de tous les vestiges de la censure. En Indonésie et au Nigeria, les gouvernements civils élus en 1999 ont rendu la démocratie et la liberté de la presse à leurs pays, provoquant ainsi, constate Timothy Balding, directeur général de l'Association mondiale des journaux, un foisonnement de nouvelles publications. En Algérie, où les journalistes ont payé un très lourd tribut au terrorisme, la presse ne se prive pas d'attaquer de front le président Bouteflika.

Mais en l'an 2000, 52 journalistes ont été assassinés dans 26 pays, plus de 70 restent emprisonnés au motif d'avoir publié des «reportages anti-gouvernementaux». Les actes de censure et de saisie de journaux ne se comptent plus. De la Tunisie à l'Irak, via la Syrie et la Libye, ou l'Arabie Saoudite, «un journalisme libre est une chose rare, presque inexistante», constate T. Balding. Dans les cinq républiques d'Asie Centrale, en Ukraine, en Biélorussie ou en Azerbaïdjan, la presse doit lutter pour survivre. En Amérique latine, les journalistes ont intérêt à ne pas se montrer trop curieux. L'investigation qui s'intéresse de près aux activités mafieuses se termine dans le sang : plus de 200 journalistes y ont été tués depuis 1990, dont une centaine dans trois pays : la Colombie, le Guatemala et le Mexique. Informer est un acte de courage, et parfois d'héroïsme. Le public en est rarement... informé !

Et les paparazzi ? me dira-t-on. Qu'en est-il de ces photographes sans foi ni loi, prêts à tous les coups pour rapporter le scoop à leur rédaction, au mépris très souvent de la vie privée de leurs «victimes». Le journalisme, comme les autres professions, a ses brebis galeuses. Elles déshonorent la profession, d'où son recours fréquent,

aujourd'hui, au devoir de respecter et de faire respecter la dignité du métier. Mais il n'est pas d'autre remède en réalité qu'un changement d'attitude du public. Or les publications basées sur la rumeur - la dernière liaison de telle actrice avec tel beau prince - ou se nourrissant des ixièmes péripéties amoureuses des Grimaldi de Monaco n'ont pas de soucis à se faire pour leur avenir : le « conte de fée » est avec le crime et le sexe la matière première du rêve. La presse du rêve accompagnera les mentalités encore très longtemps.

Un poids lourd, le web

L'éthique porte sa réflexion dans une autre direction que le redressement de la « presse de caniveau » ou de la « télé-poubelle ». Le défi s'appelle Internet. Les journalistes ne sont pas les seuls porteurs de l'information et faiseurs d'opinion, mais jamais, ils n'ont connu de concurrent aussi massif, populaire et déterminé que le *web*. La société de l'information, avec Internet, est entrée dans un nouvel âge, une circulation illimitée de l'information, échappant en grande partie au contrôle étatique et à la discipline d'une déontologie. Nous ne sommes qu'au tout début d'un phénomène destiné à une expansion d'une ampleur encore largement insoupçonnée.

Dans cette évolution, l'injustice fait son œuvre. Une poignée d'individus et de sociétés imposent leurs lois à des milliards d'individus. Le fossé entre « inforiches » et « infopauvres » se creuse. » Si l'économie de l'information est déjà une réalité, à travers un marché notamment, la société de l'information reste encore un projet », relève Laurent Fabius en introduction à *Ethique et société de l'information*, l'un des premiers ouvrages consacrés à cette question, paru à la fin de l'an 2000.² Le cyberspace se montre générateur « autant de virtualités émancipatrices que de virtualités asservis-

santes », relève pour sa part Edgar Morin.³ D'où l'urgence d'une régulation éthique de la toile. Qui la prendra en charge ?

Le journalisme et l'ensemble des professions liées aux médias se contentent de proposer quelques mesures préventives, dont le souci de vérification et le devoir de rectification en cas d'erreur, tirées de la déontologie traditionnelle, mais ils n'ont aucun moyen d'imposer un système de contrôle. A l'ivresse de la vitesse, dangereuse pour la crédibilité de l'information, s'ajoute donc l'insécurité des flux de données livrées sur Internet. Et la rapidité des technologies provoque la caducité presque instantanée des informations. Denrée hautement périssable, la nouvelle traitée par les médias ne donne plus le sens d'un événement, elle peine à faire contrepoids aux nouveaux médiateurs d'Internet.

La fabrication de l'information privilégie l'immédiat, l'instantané, la consommation de l'événement. C'est pourquoi la compréhension entre les gens et les cultures, entre les peuples et les continents ne donne pas à ce jour de signes de vraie croissance. Serait-ce qu'André Gide, sceptique et cynique, avait raison lorsqu'il écrivait dans une page de son *Journal (1926-1950)* : « Appelons journalisme ce qui demain sera moins intéressant qu'aujourd'hui » ?

A. L.

¹ Jean-Jacques Delfour, *Le Monde*, 19.5.2001, p.16. Dans la même édition et en même page, voir l'opinion de M. Azouz Begag, chercheur au CNRS : « Pour aliéner la masse, il est nécessaire d'annihiler la différence et de faire descendre le niveau d'identification le plus bas possible jusqu'au *basic instinct*. C'est gagné. »

² *La Documentation Française*, Paris, 194 p.

³ *Le XXI^e siècle a commencé à Seattle*, in *Le Monde*, 7 décembre 1999.